

# AMNESTY INTERNATIONAL

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

### Flash

Index AI : ASA 37/013/2007 (Public)

Bulletin n° : 110

ÉFAI

14 juin 2007

### **Sri Lanka. Le président doit inviter les Nations unies à organiser une opération de terrain pour la défense des droits humains**

(Genève) Le président Mahinda Rajapakse, en tant que chef d'État, doit prendre une initiative personnelle pour mettre un terme à la crise des droits humains au Sri Lanka, a déclaré Irene Khan, Secrétaire générale d'Amnesty International, après une rencontre avec le président, le 14 juin 2007.

Irene Khan a demandé au président Rajapakse d'utiliser son pouvoir exécutif pour inviter les Nations unies à organiser une importante opération de défense des droits humains sur le terrain, au Sri Lanka, afin d'enquêter sur de graves atteintes aux droits humains commises par toutes les parties dans l'ensemble du pays, et de les confirmer.

Au cours de l'année dernière, plus de 1 000 personnes auraient « disparu » et plus de 1 000 autres auraient été victimes d'homicides illégaux. Des civils ont été tués par des bombardements d'artillerie aveugles, des attentats suicides des Tigres tamouls (LTTE) et des homicides en représailles. Au cours du seul mois de mars à avril, le nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays a doublé dans le district de Batticaloa, 80 000 civils ayant fui leur domicile. Les LTTE sont responsables de l'homicide et de l'enlèvement de civils, et, comme la faction Karuna, continuent de recruter des enfants comme combattants.

*« Un climat de peur règne au Sri Lanka. Des défenseurs des droits humains et des journalistes sont menacés, agressés, intimidés, harcelés et tués. Même les travailleurs humanitaires ne sont pas à l'abri de ces violences »,* a déclaré Irene Khan ; Amnesty International a reçu des informations signalant qu'un bénévole d'une organisation non gouvernementale internationale avait été tué par balle dans le district de Trincomalee.

Le déplacement forcé et discriminatoire des Tamouls de Colombo, ce 7 juin, illustre l'absence de protection dont souffrent les Sri Lankais ordinaires pris dans le conflit, essayant d'échapper aux combats et aux violences commises par les LTTE, y compris le recrutement d'enfants soldats.

*« L'escalade alarmante des atteintes aux droits humains au cours des dix-huit derniers mois montre clairement que les mécanismes nationaux existant pour protéger les civils et rendre la justice sont totalement inadéquats et ne dissuadent pas les responsables de ces violences »,* a déclaré Irene Khan.

*« La commission d'enquête établie l'année dernière par le président n'a pas permis de diminuer l'impunité pour les atteintes aux droits humains. En fait, la crédibilité et l'efficacité de cette commission ont été remises en cause par le groupe international et indépendant de personnalités éminentes, établi par le président lui-même. »*

*« Dans ce contexte dégradé, il faut absolument qu'une présence indépendante puisse surveiller la situation des droits humains et enquêter sur les violences commises. »*

*« Amnesty International demande au président Rajapakse d'ouvrir un dialogue immédiat avec le Haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme afin d'organiser une opération internationale sur le terrain, avec le mandat d'évaluer les violations des droits humains et d'enquêter sur elles. »*

*« La présence d'une opération internationale de défense des droits humains sur le terrain, d'ampleur suffisante, indépendante, transparente et dotée de ressources adéquates, contribuera à renforcer les institutions nationales devant demander des comptes et rendre justice. Cette opération doit s'étendre aux zones sous contrôle des LTTE », a ajouté Irene Khan.*

*« À ce jour, les efforts du gouvernement ont été dramatiquement insuffisants. Le président Rajapakse dispose d'une opportunité de changer cet état de fait. »*

Document public

\*\*\*\*\*

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566

Amnesty International, 1 Easton St., Londres WC1X 0DW. web : <http://www.amnesty.org>